La CIA et les néoconservateurs prêts à plus de guerres après la défaite de Trump | Larry C. Johnson

La vague bleue ne présage rien de bon pour la politique étrangère américaine. Elle ouvre une fenêtre d'opportunité à plusieurs acteurs pour consacrer encore plus d'argent et de ressources à leurs théâtres de guerre de prédilection. La CIA utilisera ses pouvoirs occultes pour redoubler d' efforts contre la Russie, l'équipe Netanyahou-Trump profitera des derniers mois du Congrès sortant pour durcir encore sa ligne contre l'Iran, et la possible lutte de pouvoir entre la faction Vance et les néoconservateurs au sein de l'équipe Trump augmentera le risque qu'ils provoquent des crises à l' étranger pour détourner l'attention de ce qui se passe réellement. À cela s'ajoute désormais une crise énergétique irréversible qui débouchera sur une crise économique mondiale. Le meilleur des mondes, nous voilà. Les liens de Larry : Les analyses de Larry Johnson sur Sonar21 : https://sonar21. com Les liens de Neutrality Studies : Le Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack. com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate La boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 En personne à Tbilissi : la neutralité pour la Géorgie 02:03 Élections de mi-mandat aux États-Unis et coût politique de la guerre 06:44 Un troisième parti opposé à la guerre pourrait-il émerger ? 10:22 Vance, Trump et les contraintes imposées par le Congrès 20:45 Qui contrôle la politique américaine en matière de renseignement ? 27:17 Iran, escalade et risques militaires 34:58 Ukraine, sanctions et énergie russe 39:56 Pénuries de carburant et perspectives économiques mondiales

#Pascal

Bienvenue à toutes et à tous sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, c'est un épisode très spécial, parce que je reçois Larry Johnson en chair et en os, ici, en personne. Il existe vraiment, et il porte toujours cette chemise. On m'aurait pris en otage si je ne l'avais pas apportée. Eh bien, bravo. Larry était avec moi aujourd'hui à Tbilissi pour une conférence, parce que les Géorgiens réfléchissent vraiment à la neutralité, à la neutralité de la Géorgie. Nous en avons donc discuté toute la journée. Larry, très brièvement, quelle a été votre impression, et dans quelle mesure cette idée de neutralité pour la Géorgie vous paraît-elle réaliste ? Et je parle bien de la Géorgie, le pays, pas de l'État américain. Oui, pas de l'État américain.

#Larry C. Johnson

Oui, c'est faisable, mais j'ai l'impression que les Géorgiens n'ont pas pris toutes les mesures nécessaires avant de se lancer. Alors, la neutralité, c'est très bien en théorie, mais il faut ensuite

tenir compte de leur dépendance au pétrodollar. À quel point dépendent-ils du système financier américain ? Et si les États-Unis veulent leur imposer des sanctions ou les punir parce qu'ils essaient de se soustraire au contrôle américain, ont-ils une quelconque assurance, une protection ? J'ai donc comparé ça au fait d'être à bord d'un avion et de vouloir sauter. Eh bien, si vous êtes à dix mille pieds ou plus, assurez-vous d'avoir un parachute, de l'avoir bien plié et d'être certain qu'il fonctionne. Et à l'heure actuelle, je ne suis pas sûr que la Géorgie ait un parachute prêt à l'emploi. Voilà donc la question qu'ils doivent régler.

#Pascal

Oui, non, il y a beaucoup de choses qui entrent en jeu. Et pour le moment, il s'agit plus ou moins de se préparer à quelque chose qui pourrait arriver à l'avenir. Mais c'est une affaire sérieuse. Changeons de sujet et parlons de politique internationale. Dans votre pays, des élections viennent d' avoir lieu cette semaine. Aujourd'hui, nous sommes jeudi… on est le combien, déjà, le cinq ? Et le trois, vous avez eu les élections de mi-mandat : la vague bleue. En gros, Donald Trump est désormais un président aux mains liées. Selon vous, qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir de la politique étrangère américaine ?

#Larry C. Johnson

Eh bien, cette élection a vraiment été un véritable choc pour le système politique américain. Maintenant, replaçons les choses dans leur contexte historique, parce que beaucoup de commentateurs ont tenu des propos que je qualifierais d'hystériques. En mille huit cent quatre-vingt-quatorze, il y avait eu une crise financière. À l'époque, les républicains avaient perdu, je crois, quelque chose comme cent dix sièges à la Chambre des représentants. Ou peut-être que c'étaient les démocrates. Mais ils avaient perdu cent dix sièges à la Chambre des représentants. Cette fois-ci, les républicains sont passés de deux cent dix-huit à cent quatre-vingt-cinq sièges, selon les estimations actuelles. Ça fait donc trente-trois sièges. C'est donc une perte importante. Ils ont perdu le contrôle de la Chambre, mais ce n'est pas sans précédent dans l'histoire.

En fait, en mille neuf cent trente-deux, cent trente-deux républicains ont perdu leur siège, ainsi que plus de douze sénateurs. Cette fois-ci, il semblerait que ce soit sept sénateurs. Cela dit, ça a été un choc pour les républicains parce qu'il y a deux ans, ils pensaient avoir créé une coalition qui leur garantirait durablement le contrôle du Congrès et de la présidence, dans un avenir prévisible. Maintenant, le discours, c'est : « Ah, il n'y a plus d'avenir prévisible », n'est-ce pas ? Alors, quelle est la principale raison de la défaite de Donald Trump ? J. D. Vance l'a dit. Donald Trump l'a reconnu. Et le sondeur Richard Barros, dont les prévisions se sont révélées les plus précises de ce cycle électoral…

Or, il y avait une cause : la guerre en Iran. Trump avait promis de ne pas déclencher de nouvelle guerre. Et ce qui lui est arrivé sur le plan électoral lors de ce scrutin ressemble à ce qui est arrivé à Woodrow Wilson en mille neuf cent dix-huit et en mille neuf cent vingt. Woodrow Wilson a été élu

en mille neuf cent seize en promettant de nous tenir à l'écart de la guerre. Et puis, à peine un mois après son investiture, il a fait entrer les États-Unis dans la Première Guerre mondiale. Et donc, un an plus tard, ils ont été sanctionnés dans les urnes. C'est ce qui a conduit à cette recomposition politique, et cette recomposition va peser sur la politique américaine. Les démocrates parlent déjà de lancer une procédure de destitution contre Trump pour son rôle dans l'entrée en guerre contre l'Iran sans l'approbation du Congrès.

#Pascal

Vous pensez que ça a des chances d'arriver ? Parce qu'au sein du Parti démocrate, il y a aussi des va-t-en-guerre. Il y a aussi des néoconservateurs. Je veux dire, est-ce que c'est une possibilité sérieusement envisagée ? Ou est-ce que ce ne sont encore que des paroles en l'air qui, dès que le Congrès se réunira, vous savez, risquent d'être oubliées ? Je sais bien qu'ils rêveraient de destituer Trump, et tout ça, mais j'ai du mal à les imaginer prendre des mesures sérieuses pour mettre fin à la guerre en Iran.

#Larry C. Johnson

Eh bien, c'est là-dessus qu'ils ont fait campagne. Alors, s'ils trahissent maintenant cette promesse, qu'est-ce qui se passera dans deux ans ? Parce qu'en ce moment, ils disent : « Ah là là, pour les démocrates, c'est gagné d'avance, vous savez, pas seulement pour la présidentielle de deux mille vingt-huit, mais aussi pour les élections de mi-mandat de deux mille trente et au-delà. » Donc, ils disent déjà : « Ah, c'est dans la poche. On a le contrôle. » Eh bien, pas forcément. S'ils ne tiennent pas leur promesse…

#Pascal

Et après ? Après, ça va revenir aux républicains.

#Larry C. Johnson

Eh bien, en fait, je pense qu'on va voir ce qui se passe au Royaume-Uni : l'émergence d'un troisième parti, d'une alternative. Et il y a déjà des personnalités qui se positionnent et qui en parlent : Thomas Massie, Joe Kent, Tucker Carlson, Marjorie Taylor Greene et Tulsi Gabbard. Donc, il y a des personnalités connues qui ont un certain attrait auprès du public. On pourrait vraiment voir émerger un nouveau troisième parti.

La dernière fois qu'on a vu quelque chose de ce genre, c'était en mille huit cent cinquante-quatre. Jusque-là, il y avait les démocrates et les whigs. Mais la question de l'esclavage a divisé le Parti whig, et c'est de cette scission qu'est né le Parti républicain. On voit aujourd'hui une fracture similaire au sein du Parti républicain sur la question de savoir s'il faut ou non s'impliquer dans des guerres à l'étranger, comme celles en Iran et en Ukraine. Et aux États-Unis, le sentiment d'

opposition à la guerre est suffisamment fort, au-delà des clivages partisans, pour vraiment pouvoir servir de base à un nouveau parti.

#Pascal

Le seul parti tiers viable qui existe actuellement, ce sont les Verts. Viable, non pas parce qu'ils ont beaucoup de poids, mais parce qu'ils peuvent effectivement se présenter aux élections dans presque tous les États. Pas tous, mais presque. Premièrement, c'est vraiment difficile d'obtenir le droit de se présenter aux élections aux États-Unis. Deuxièmement, même quand on y arrive, le fait qu'il s'agisse d'un scrutin uninominal rend vraiment très difficile l'émergence d'un nouveau parti, parce que le seuil à franchir pour obtenir un nombre significatif de sièges est tout simplement très élevé. Pensez-vous que cet obstacle puisse être surmonté simplement parce que le mécontentement aux États-Unis va être si fort ?

#Larry C. Johnson

Eh bien oui, on peut surmonter ça avec une bonne préparation. Et je sais que Robert Barnes, qui est avocat et justement spécialiste de la question, conseille Thomas Massie, Tucker Carlson et d'autres. Ils savent que cela demande un énorme travail de préparation. Ce n'est pas quelque chose qu'on lance à la dernière minute. Et je pense, franchement, qu'ils ont déjà engagé le processus, conscients que les deux partis politiques sont en faillite.

Et je pense que les démocrates font la même erreur que le Parti travailliste au Royaume-Uni. Le Parti travailliste a célébré sa victoire sur les conservateurs il y a quatre ans, mais il a continué à faire, disons, le jeu de l'État profond. Il a continué à investir dans la guerre contre les Russes. Et, vous savez, il y a toujours une majorité de Britanniques qui veulent sortir de l'Union européenne, mais au lieu de ça, le Parti travailliste essaie de les y faire revenir. On voit donc émerger au Royaume-Uni un troisième parti qui pourrait supplanter les deux autres. Et les États-Unis pourraient suivre le même genre de trajectoire. Ce n'est pas impossible.

#Pascal

Même si c'est bien le seul point sur lequel les démocrates et les républicains vont réellement travailler ensemble : empêcher l'émergence de tout autre parti. Mais dites-moi, ce tweet du vice-président Vance que j'ai lu ce matin, où il a fait preuve, au fond, d'une très grande franchise en reconnaissant : oui, c'est la guerre qui a provoqué ça, et nous payons maintenant le prix de nous être engagés dans cette voie… Pour moi, c'était son tout premier pas pour se lancer dans la course à la présidentielle de deux mille vingt-huit. Vous l'avez interprété comme ça, vous aussi ?

#Larry C. Johnson

Ah oui. Non, tout à fait.

#Pascal

Il doit maintenant lâcher Trump, non ?

#Larry C. Johnson

Eh bien, dans ce long tweet, il citait un sondeur. Et le sondeur qu'il citait, c'était Rich Barris. Or, Rich Barris travaille en étroite collaboration avec Robert Barnes. Et Barnes et Vance sont amis. Ils se connaissent depuis longtemps : tous deux sont diplômés de la faculté de droit de Yale. Et J. D. Vance comprend qu'il doit prendre ses distances avec Trump et proposer une alternative, sinon sa carrière politique est terminée. Donc, si les républicains veulent avoir la moindre chance de se relever en deux mille vingt-huit, il faudra que Donald Trump soit démis de ses fonctions. Reste à savoir si cela va se produire. Trump pourrait s'obstiner à vouloir tenir bon et rester à la présidence, mais il aura les mains liées. Parce que, sur ces questions précises, les démocrates contrôleront le Sénat avec au moins cinquante-quatre sièges, et je pense qu'au bout du compte, ils en auront cinquante-six. Et toute personne nommée à un poste au gouvernement, comme secrétaire au Trésor, secrétaire à la Guerre ou secrétaire à l'Énergie, devra être confirmée par le Sénat.

#Pascal

Ouais.

#Larry C. Johnson

Et le Sénat peut bloquer ces nominations, refuser de les approuver. Tout officier de l'armée américaine qui est colonel et souhaite devenir général — qu'il soit promu général de brigade, général de division ou général de corps d'armée — doit obtenir l'approbation du Sénat. Tout à fait. Et on peut comprendre qu'en ce moment, je pense, il y ait beaucoup d'inquiétude au sein des différentes armées : si ces officiers sont jugés trop complaisants face aux ordres de Donald Trump visant à étendre la guerre — une guerre qui n'a pas l'approbation du Congrès —, leur avenir pourrait être compromis. Ils ne seront pas promus. Donc je pense qu'il est possible que les militaires opposent davantage de résistance. Ils ne vont pas désobéir aux ordres, mais ils vont appliquer le règlement à la lettre et exiger que tout ordre donné soit bel et bien légal.

#Pascal

Oui, est-ce que vous pouvez nous expliquer ça ? Aux États-Unis, il n'y a pas seulement des directives, mais aussi des lois qui tiennent les militaires pour responsables s'ils obéissent sciemment à des ordres illégaux, c'est bien ça ?

#Larry C. Johnson

Et c'est une véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque officier supérieur américain. Oui, donc ça leur donne la possibilité, si Trump dit : « D'accord, on va lancer une frappe nucléaire sur le mont Pickaxe », de refuser d'exécuter cet ordre à un échelon de la chaîne de commandement, en disant : « Cet ordre est illégal. Le Congrès n'a pas déclaré la guerre à l'Iran, et ce serait un crime de guerre. » Et ils seraient parfaitement dans leur droit. Alors, Trump pourrait essayer de les limoger ou de les sanctionner, mais ça finirait par se savoir, et là, on assisterait à une véritable foire d' empoigne politique.

#Pascal

Salut tout le monde, Autumn Spirit est là, et on a lancé nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre Kill Symposium débarque sur des tee-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique. Alors un grand merci, et à très bientôt. Pensez-vous qu'il soit possible qu'en ce moment, au sein du Parti républicain — y compris jusqu'à Vance, bien sûr —, on débatte de l'opportunité d'encourager Trump à quitter réellement le pouvoir pour laisser la voie libre à une présidence Vance, afin qu'il ait une chance de la prolonger au-delà de deux mille vingt-huit ?

#Larry C. Johnson

Certains sont de cet avis. Mais d'autres aimeraient laisser Trump se débattre pendant les deux prochaines années.

#Pascal

Bon, je retire ce que je viens de dire.

#Larry C. Johnson

Je pense que la majorité des républicains qui ont survécu à ce cycle électoral comprennent qu'ils s' en sortiront mieux si Trump n'est plus là. Je pense donc qu'il y aura une volonté, chez les républicains, de se débarrasser de Trump, surtout si des chefs d'accusation en vue de sa destitution sont présentés, parce qu'ils pensaient que ce cycle électoral serait plus favorable aux sénateurs républicains. Lors du prochain cycle, dix-neuf sénateurs républicains devront remettre leur siège en jeu. Et le risque d'une déroute totale est considérable. Et encore, ça suppose que les démocrates ne fassent pas tout foirer.

Donc, de ce point de vue, je pense que Trump subira des pressions pour démissionner, pour passer à autre chose, afin qu'il soit écarté du paysage politique et que quelqu'un comme J. D. Vance ait une chance de redresser la situation. Mais cela ouvre un autre scénario intéressant. Vance devrait alors nommer un vice-président. Le Sénat et la Chambre pourraient refuser de confirmer la personne

proposée par Vance et laisser la situation en suspens. La personne suivante dans l'ordre de succession serait alors le président de la Chambre des représentants. Dans ce cas, ce serait peut-être Hakeem Jeffries, s'il est élu à ce poste.

#Pascal

Eh bien, ce qui est intéressant, bien sûr, dans ce tweet de J. D. Vance ce matin, ce n'est pas seulement que j'y ai vu une analyse très honnête, mais aussi qu'il l'ait publié. Vous savez, la seule personne dans tout le gouvernement de Donald Trump qui ne risque pas de se faire renvoyer par Donald Trump, c'est J. D. Vance. Tout à fait. Le président ne peut pas renvoyer le vice-président, parce que le vice-président, lui aussi, est élu directement et dispose d'un mandat direct, n'est-ce pas ? Tout à fait. Donc, pour moi, c'était vraiment très important qu'il ait effectivement écrit ça. Je me demande simplement, si ça continue… Enfin, peut-être qu'il s'en tiendra à ce seul tweet, et que ça s' arrêtera là. Et au fond, vous savez, Trump lui-même, je crois, avait aussi dit quelque chose comme : « Oui, bon, d'accord, ils n'ont pas aimé la guerre. » Il en reste là. Mais s'il continue dans cette voie, est-ce que vous envisagez un scénario dans lequel le gouvernement lui-même, l'administration, se retrouve bloqué, et où l'on se retrouve alors avec, disons…

#Larry C. Johnson

Des camps qui se forment, vous voyez, avec d'un côté le camp Vance et, en face, en gros, le camp néoconservateur — Hegseth, Rubio et les autres ? Parce que je ne les vois pas vraiment sur la même longueur d'onde. Ils pourraient invoquer le vingt-cinquième amendement. Oui, mais même là, il y a plusieurs obstacles, parce qu'il ne suffit pas qu'une majorité des membres du cabinet dise : « Bon, il faut le remplacer. » Il faut obtenir le soutien de la Chambre des représentants et du Sénat. Et ça, ça n'arrivera pas avant que les démocrates prennent le pouvoir. Et ensuite, vous voyez, comme vous le suggériez, les démocrates pourraient se dire : « Vous savez quoi ? On a plutôt intérêt à laisser Trump se débattre, sans lui venir en aide. Il rappelle constamment à quel point sa politique est mauvaise. Alors que si on se débarrasse de lui, on risque d'en faire un martyr. »

#Pascal

Oui, et relancer la course de deux mille vingt-huit pour Vance, parce que Vance, à mon avis, est tout simplement quelqu'un de plus compétent. La question n'est pas de savoir s'il a de meilleures propositions politiques ou non, mais il est plus compétent que Donald Trump dans sa façon de réfléchir.

#Larry C. Johnson

Oui, tout à fait. Donc, en gros, à ce stade, tout reste ouvert, hein ? Eh bien, oui, mais voyons aussi ce que cela implique sur le plan de la politique étrangère. En ce moment, les démocrates, même s'ils ont fait campagne contre la guerre, laissent encore entendre qu'ils vont augmenter les financements

pour la guerre en Ukraine et qu'ils vont exiger que la Russie soit punie. Par exemple, deux pétroliers qui devaient venir aux États-Unis avec une cargaison de gazole ont été détournés vers le Brésil.

Et ils ont été déroutés par crainte qu'en accostant, les capitaines et les propriétaires des navires puissent être arrêtés pour avoir violé les sanctions américaines. Et ils craignent que, surtout avec les démocrates aux commandes du Congrès, ce genre de lois soit appliqué à leur demande insistante. Donc, vous voyez, ce qui aurait dû aller de soi — que ce navire accoste dans un port ordinaire et décharge sa cargaison —, ils ne le font plus à cause de ce risque juridique. On voit donc le Congrès à majorité démocrate adopter une position visant à contraindre Trump à durcir le ton face à la Russie. Et donc, au lieu de s'atténuer, cette menace de guerre va s'accentuer.

#Pascal

Je veux dire, la question qui se pose à nous tous, à ce stade, c'est : qui dirige réellement la guerre — la guerre par procuration, ou la conduite de la guerre contre la Russie ? Pendant très longtemps, on a pensé que tout ça se faisait avec l'accord tacite du président des États-Unis. Mais maintenant, après ce dernier article de The Atlantic et tout le reste, on se rend compte qu'au fond, c'est une guerre de la CIA. C'est la guerre de Ratcliffe. Et apparemment, Ratcliffe joue au golf avec Donald Trump. Donc, ce n'est pas que Trump ne l'aime pas, pas du tout. Mais à ce stade, ça ne m' étonnerait plus que tout soit simplement laissé à la CIA, et que Donald Trump ne soit là que pour les discours et tout ça. Selon vous, qui tire réellement les ficelles quand il s'agit de mener concrètement cette guerre ?

#Larry C. Johnson

Eh bien, pour le moment, c'est la CIA. Trump a les moyens de reprendre le contrôle là-dessus. Jusqu' ici, il a refusé de prendre les mesures nécessaires pour le faire et pour demander des comptes à Ratcliffe. Et pour ça, il faut notamment, vous savez, rencontrer Ratcliffe tous les matins et lui dire : « Bon, voilà ce que je vous ai demandé. Avez-vous donné suite ? Avez-vous terminé ? » Et si ce n'est pas terminé, vous le virez.

#Pascal

Oui, mais il n'est pas en train de se faire virer, si ? Enfin, je ne vois pas Ratcliffe menacé. Je n'ai rien entendu à ce sujet. Au contraire, c'est intéressant de voir à quel point Ratcliffe peut agir de manière indépendante. Il a même pu rencontrer Zelensky il y a environ un mois, non ? Avant que Zelensky ne vienne aux États-Unis. Je ne comprends toujours pas pourquoi ils ont fait ça en Irlande… ou en Islande. Non, je crois que c'était en Irlande. Mais bon, ce sont probablement des décisions très, très lourdes de conséquences, qui se prennent au plus haut niveau, mais pas au niveau de Donald Trump.

#Larry C. Johnson

C’est ça. Oui, ils font un peu subir à Trump ce qu’ils appellent le « traitement du champignon », vous voyez. Qu’est-ce que c’est ? On les couvre d’excréments et on les garde dans le noir.

#Pascal

Ah, alors, enfin, qu’est-ce qu’il est devenu, tout ce discours sur le fait d’assécher le marécage, et tout ça ? Vous pensez que ça a jamais été sérieux ? Ce n’est même pas possible.

#Larry C. Johnson

C’est tout à fait possible, mais il faut savoir comment fonctionne le marigot de Washington. Et c’est là que Trump, et même Elon Musk avec son équipe du DOGE, doivent comprendre comment fonctionne la bureaucratie du renseignement, comment fonctionne celle de la sécurité nationale. Parce qu’on peut les maîtriser, mais il faut pouvoir intervenir et demander des comptes aux responsables. Et, vous savez, j’ai pris cet exemple : si Trump donnait cet ordre : « Je veux que vous, la CIA, cessiez de fournir des renseignements à l’Ukraine », la CIA répondrait : « D’accord, oui, Monsieur le Président, nous allons arrêter. Mais vous ne nous avez pas dit que nous ne pouvions pas partager nos renseignements avec les Britanniques, qui les transmettront ensuite aux Ukrainiens. Vous n’avez pas dit que c’était interdit, alors nous allons continuer. » Comme ça, ils pourront dire : « Mais bien sûr, Monsieur le Président, nous avons fait exactement ce que vous nous avez demandé. » Et ils n’enfreindraient même aucune loi américaine, n’est-ce pas ?

#Pascal

Non, pas du tout. Donc, s’il était sérieux, il faudrait qu’il publie… Comment ça s’appelle, déjà ? Il y a un terme précis pour désigner un ordre donné par le président à la CIA. Un constat présidentiel.

#Larry C. Johnson

Un constat.

#Pascal

Une conclusion selon laquelle aucune donnée de ciblage ne peut être communiquée à qui que ce soit à l’extérieur, de quelque manière que ce soit, où que ce soit.

#Larry C. Johnson

Oui, en gros, il est interdit de partager le moindre renseignement sur la Russie qui pourrait finir entre les mains de l’Ukraine. Donc ça veut dire aucun partage avec les services de liaison, aucun partage. Tout doit rester strictement cloisonné, sous contrôle étroit, et ne peut être diffusé que par, vous savez, disons, le commandant du Commandement central, sur instruction du président. Donc,

vous voyez, on présente les choses d'une certaine manière pour que la procédure doive être respectée.

#Pascal

D'accord, donc il aurait un moyen de le faire. Est-ce qu'il le sait ? Ça, c'est une autre question. Et est-ce qu'il veut le faire ? C'en est une troisième, non ? Et jusqu'ici, j'ai l'impression qu'il tient un double discours, non ? Pour un homme comme lui, qui sait ce que vaut un moyen de pression, c'est logique, dans sa façon de voir les choses, de parler à Poutine et de lui dire : « J'adorerais vous aider », mais de ne rien faire en coulisses pour que ça se concrétise, non ? Parce qu'on veut que l'autre vienne vous supplier de l'aider, et là, on peut lui accorder un peu de…

#Larry C. Johnson

Eh bien, cela suppose de savoir comment fonctionne le système, et lui, il ne le sait pas. Alors, peut-il acquérir ces connaissances ? Oui, il le peut. Mais en a-t-il le temps ? Non. Et jusqu'ici, il a refusé d' écouter les autres. Vous savez, je sais que Joe Kent est allé le voir et a essayé de le mettre en garde, mais il n'en a pas tenu compte. Je sais que Rich Barris, le sondeur, est allé le voir plus tôt cette année, vers mars ou avril, et a essayé de le mettre en garde, mais il ne l'a pas écouté. Il y a donc des gens qui ont fait leurs preuves en matière de prévisions. Mais si le président refuse d' écouter, peu importe à quel point vos prévisions sont justes.

#Pascal

Et qu'en est-il de cet électron totalement incontrôlable qu'est Netanyahou, qui trouve lui aussi toujours le moyen de rester à bord ? Je ne sais pas comment ce type a réussi à survivre pendant toutes ces décennies, mais il y est arrivé, et il est toujours là. Et, enfin, à l'heure où on se parle — et je le rappelle, ici, on est maintenant le cinq novembre —, d'ici à ce que je publie ça, tout aura peut-être changé. Pour l'instant, il n'y a pas eu de frappe sur l'Iran. D'ici à ce que je publie ça, dans deux ou trois heures, il y en aura peut-être eu une. À votre avis, où est-ce que tout ça nous mène ?

#Larry C. Johnson

En fait, je pense qu'en ce moment, en raison de ce qu'on pourrait appeler le chaos politique créé par les élections de mi-mandat, et du fait que le chaos politique persiste en Israël — il n'y a pas de vainqueur clairement désigné, et ils ont du mal à former un gouvernement pour l'instant —, tout cela rend peu probable une frappe immédiate des États-Unis et d'Israël. Ça ne veut pas dire que ça n' arrivera jamais. La situation pourrait changer très vite, du jour au lendemain. Mais pour le moment, en ce jeudi soir à Tbilissi, ce qui correspond à environ onze heures trente du matin sur la côte est des États-Unis, rien n'indique que l'administration Trump va passer à l'action militaire. Tous les préparatifs ont été faits.

#Pascal

Alors, ils sont de nouveau là, avec les navires et tout le reste en position ? Mais qu'en est-il de la portée ? Je veux dire, les Iraniens ont prouvé qu'ils pouvaient abattre des cibles dans un rayon de, quoi, six cents kilomètres environ ? Quatre cents miles, quelque chose comme ça ? Un rayon de trois cent cinquante ?

#Larry C. Johnson

Eh bien, on a vu les Iraniens prendre grand soin d'éviter toute action susceptible de provoquer une riposte américaine plus forte.

#Pascal

Oui, oui, c'est vrai.

#Larry C. Johnson

Ils ont donc fait preuve d'une grande prudence, parce que je pense qu'ils cherchent vraiment à désamorcer la situation pour limiter les risques d'escalade. Mais ils ont dit très clairement qu'ils étaient prêts à aller plus loin si les États-Unis continuaient à les provoquer.

#Pascal

Ce qu'ils essaient de faire passer, c'est l'idée de réciprocité, non ? Si vous nous frappez, on vous frappe. Donc, chaque fois que vous voudrez nous faire du mal, vous en subirez en retour. Mais si vous commencez à faire du mal sans avoir été frappés les premiers, vous compromettez votre stratégie. Ils vont donc probablement s'y tenir. Mais qu'est-ce que ça implique sur le plan opérationnel ? Ces porte-avions et tout le reste, ces groupes aéronavals, etc., doivent rester à distance. Mais là encore, ça limite le type de…

#Larry C. Johnson

Du matériel qu'on peut déployer, c'est ça ? Enfin, c'est vous qui m'avez dit que ces F-35 ne pouvaient parcourir qu'environ trois cent cinquante à cinq cents miles. Mais ça, c'est leur rayon d' action au combat. Leur rayon d'action au combat. Donc, en gros, ça veut dire deux cent cinquante miles à l'aller, deux cent cinquante au retour. Mais ça veut dire qu'il faut s'approcher suffisamment pour qu'ils puissent vous toucher. Oui. C'est assez risqué, non ? Oui, surtout qu'on a des informations selon lesquelles les Chinois et les Russes auraient fourni des systèmes de défense antiaérienne de pointe.

#Pascal

Les Houthis, Ansar Allah au Yémen, sont désormais capables, en gros, de mener des frappes d'une extrême précision sur les aéroports saoudiens. Des frappes vraiment très, très précises, au point de pouvoir toucher un terminal en particulier, ce genre de choses, ce qui est très difficile à faire. Mais maintenant, ils en sont capables. Il y a donc probablement un partage de ce type qui s'opère, sans doute via des satellites, ou du moins grâce à certains systèmes dont disposent les Chinois ou les Russes. Et il faut désormais partir du principe que l'Iran a lui aussi accès à tout cela. Donc, la précision, c'est désormais pratiquement acquis, n'est-ce pas ? Oui. Oui.

#Larry C. Johnson

Je veux dire, cette précision était facilitée par la technologie chinoise, ou par le système russe. Je crois que c'était le système russe, GLONASS. GLONASS, c'est le système russe. BeiDou, c'est le système chinois. Les deux systèmes fournissent des données très précises qui permettent aux missiles balistiques d'atteindre une cible avec une marge d'erreur minimale.

#Pascal

Je ne sais pas si c'est vous ou quelqu'un d'autre qui les avait invités sur la chaîne. On sait qu'il est très difficile de frapper des navires, parce qu'ils se déplacent. Et même s'ils ne vont pas très vite, ce sont quand même des cibles très sophistiquées. Est-ce que vous pensez qu'ils représentent un danger ?

#Larry C. Johnson

Les navires risquent d'être touchés ? Oui, parce que ces drones, entre autres, peuvent aussi manœuvrer en plein vol. Oui. Eh bien, si les Iraniens lancent suffisamment de drones et qu'ils ont assez d'opérateurs pour les piloter, par exemple, le fait que ces drones puissent frapper, vous savez, le porte-avions ou le destroyer serait lourd de conséquences. Et puis, vous savez, s'ils reçoivent d' autres données de ciblage, ils pourraient lancer un missile balistique capable de corriger sa trajectoire. Le fait que les Iraniens aient acquis la capacité de diriger certains de leurs missiles balistiques signifie qu'avec de meilleurs renseignements, ils pourraient effectivement avoir davantage de chances de toucher un navire.

#Pascal

Vous ne pensez pas qu'au sein de l'armée américaine, il doit y avoir des voix qui s'élèvent pour dire : « On ne peut plus supporter ça. Enfin, c'est tellement absurde » ? Mais en même temps, l'armée est, bien sûr, sous commandement civil. À votre avis, quelles conséquences cela a-t-il sur le fonctionnement interne ?

#Larry C. Johnson

Eh bien, c'est apparemment ce qui est arrivé à ce général Sylvia, qui occupait le poste de J-5 et qui a été relevé de ses fonctions, apparemment pour avoir fait fuiter des informations. Ils affirment qu'ils vont engager des poursuites contre lui. Mais il aurait résisté aux ordres de mener cette opération. Il soutenait que c'était trop risqué, trop dangereux. Ils ont donc déjà engagé, disons, une procédure. Ce n'est pas seulement une procédure judiciaire, c'est aussi une procédure administrative. Elle n'est peut-être pas de nature pénale. Ils cherchent peut-être simplement à lui retirer ses habilitations de sécurité. Et ils se servent peut-être de la fuite du Kremlin comme d'un simple prétexte.

#Pascal

Oui. D'accord, donc ça a probablement aussi un effet très déstabilisateur au sein de l'armée américaine. Et quand on regarde l'Ukraine, je veux dire, aujourd'hui, à notre conférence, notre collègue estonien a fait une remarque très intéressante. Selon lui, les Russes ont maintenant, en gros, fini de prendre des gants et mènent une véritable guerre. Et ces campagnes massives de frappes de drones et de missiles, jour et nuit, font partie intégrante de leurs efforts pour porter le coup de grâce dans cette guerre. Vous partagez cette analyse ? Oui, oui. Non, les Russes sont passés à la vitesse supérieure.

#Larry C. Johnson

Autrement dit, l'intensité, l'étendue et l'ampleur des combats ont toutes considérablement augmenté, et l'Occident refuse de le reconnaître. Ils continuent à faire comme si de rien n'était, alors que ce n'est pas le cas.

#Pascal

Cela dit, vous savez, ces tentatives pour amener la Russie à accepter un cessez-le-feu, pour moi, ça sent vraiment le désespoir. Pendant très longtemps, les Européens ont dit : « Pas de cessez-le-feu, pas de cessez-le-feu. » Enfin, Poutine doit capituler, c'est ça ? C'est en gros ce qu'ils disaient. Et puis, il y a environ trois mois, ils ont commencé à changer de discours, à dire : « Il nous faut un cessez-le-feu sans conditions, un cessez-le-feu sans conditions. » On dirait qu'en fait, ils savent, non ?

#Larry C. Johnson

Oui. Eh bien, c'est pour ça que, vous savez, encore une fois, je vais peut-être chercher trop loin, mais quand Trump et Poutine se sont mis d'accord pour lever les sanctions contre la Russie jusqu'au sept avril, on est obligé de se demander : pourquoi ont-ils choisi cette date ? Vous voyez, est-ce une date historique importante, ou simplement un sept avril choisi au hasard ? Je pense que Poutine a dit à Trump : « Nous pensons, de façon réaliste, que nous aurons réglé ça d'ici la mi-mars, fin mars au plus tard. » « D'accord, on leur dira qu'on n'appliquera pas ces sanctions avant le sept avril. » Ensuite, quand viendra le moment de les appliquer, vous savez, la guerre sera peut-être terminée, et

ça ne les dérangera pas. Il n'y aura vraiment plus de sanctions à mettre en place. Ce ne sera plus nécessaire.

#Pascal

Cela dit, je pense que les Européens continueront à sanctionner la Russie, simplement par habitude. Et en fait, les négociations entre Witkoff, Kushner et les Russes pourraient aller plus loin. À un moment donné, je verrais bien les Américains acheter du pétrole russe, puis le revendre aux Européens comme du pétrole américain. Dans quelle mesure ce scénario vous paraît-il réaliste ?

#Larry C. Johnson

Eh bien, apparemment, c'est déjà ce qu'ils font en ce moment. Je viens de recevoir un message disant qu'ils ont détourné deux des navires transportant du gazole. L'un d'eux se dirige vers le Brésil. Attendez, je vais voir si je peux vous donner les détails.

#Pascal

Et vous, Andy, où vous situez-vous ?

#Larry C. Johnson

Oui, voici les détails : selon le Financial Times, deux pétroliers visés par des sanctions, qui transportaient du gazole russe vers les États-Unis, ont changé de cap pour se diriger vers le Brésil et la Méditerranée, après avoir renoncé à leurs ports de destination américains. Donc, une partie de ce gazole qui devait à l'origine aller aux États-Unis se dirige maintenant vers l'Italie, l'Espagne et la Grèce.

#Pascal

Enfin, ils l'ont déjà fait avec l'Inde, non ? Acheter du pétrole russe en passant par l'Inde. Donc là, il s' agirait juste de laisser les Américains toucher une part des profits tirés de la stupidité de l'Europe. En gros, ça revient à dire : « Tant que vous changez l'étiquette, ça nous va. »

#Larry C. Johnson

Oui, et dans ce cas, ils anticipent, vous savez, le fait que le Congrès, contrôlé par les démocrates, va exiger que les sanctions soient appliquées.

#Pascal

Oui, vous l'avez dit. Donc, ils ont peur de débarquer aux États-Unis.

#Larry C. Johnson

Donc là, on va avoir droit à du chaos. Encore plus de chaos ? Oui. Ce n'est pas déjà assez chaotique comme ça ? Mais oui, encore plus de chaos.

#Pascal

À votre avis, qu'est-ce que ça pourrait signifier pour un éventuel troisième théâtre d'opérations, en Asie de l'Est, par exemple ? Je reste très inquiet. En fait, en ce moment, je m'inquiète moins pour Taïwan que pour les Philippines. Vous pensez qu'il y a des discussions un peu louches, à huis clos, à Washington, sur l'ouverture d'un troisième front ?

#Larry C. Johnson

Non, je pense qu'à Washington, on ne comprend pas à quel point la situation est grave. L' interruption des exportations de pétrole et de gaz naturel liquéfié en provenance du golfe Persique — vous savez, vingt pour cent de l'approvisionnement mondial en pétrole brut, vingt-cinq pour cent de l'approvisionnement mondial en gaz naturel liquéfié — a naturellement provoqué une pénurie. Et cette pénurie s'est traduite par un manque de gazole et de carburant pour l'aviation. Aujourd'hui, je pense que les responsables du gouvernement américain se bercent de l'illusion qu'il suffirait de parvenir à un accord avec la Russie pour que tout revienne à la normale. Le patron d'Aramco a déclaré il y a quatre semaines que, même si tout s'était arrêté à ce moment-là, il aurait fallu au moins deux ans pour que les installations soient remises en service et fonctionnent normalement. Carl Miller, un autre analyste que je suis et qui a été en contact avec moi, dit que, d'après son analyse, il faudrait plutôt compter sept à dix ans.

#Pascal

Sait-on où en sont les réserves stratégiques américaines ?

#Larry C. Johnson

Ils sont en train d'être ramenés sous le seuil critique.

#Pascal

Ça fait vingt pour cent ? Oui.

#Larry C. Johnson

Il est censé rester quinze ou vingt pour cent de pétrole dans la réserve stratégique, parce que la plupart de ces sites de stockage sont des cavernes de sel. Pour en extraire le pétrole, on y injecte de

l'eau. À mesure que le niveau de l'eau monte, elle pousse le pétrole vers la surface, et on l'aspire. Mais ils ont reconnu qu'on allait arriver à un point où il faudrait arrêter d'injecter davantage d'eau, parce que ça provoquerait des dégradations. Le sel va se mélanger à l'eau. On aura de l'eau salée, et ça va fragiliser la structure de ces cavernes. Donc, on en est déjà là aujourd'hui.

#Pascal

Donc, vous êtes pratiquement à zéro. Autrement dit, vous ne pouvez quasiment plus rien puiser dans vos réserves. Les États-Unis dépendent donc vraiment du marché ou du bon vouloir d'autres pays, comme le Japon ou la Chine, pour que ceux-ci puisent dans leurs réserves stratégiques et leur permettent de continuer à fonctionner.

#Larry C. Johnson

Eh bien, c'est justement ça. Tout le monde est dehors.

#Pascal

Vous pensez que les Chinois sont hors jeu, eux aussi ?

#Larry C. Johnson

Oui, enfin, les Chinois aussi sont à court. Eux aussi. Alors, c'est ça qui était si curieux. Les États-Unis raffinent environ 5,3 millions de barils de diesel par jour. Ils n'en consomment que 3,2 millions. Alors on se dit : « Mais enfin, on a un excédent d'environ deux millions de barils ! » Sauf que le problème, c'est que ce sont des raffineries privées. Donc elles regardent ce qui se passe dans le monde, et tout le monde, en Asie, en Afrique et en Europe, en manque. Ils ont besoin de ce pétrole ou de ce diesel. Ils sont prêts à payer plus cher.

Alors, imaginons que la raffinerie de pétrole, là-bas, en Louisiane, dise : « Bon, je suis censé expédier ça à Fort Lauderdale, en Floride, pour, disons, un million de dollars les cent barils de gazole. J'invente ces chiffres, hein. Mais les Européens vont me payer un million et demi, et les Philippins, un million huit cent mille. » Alors, tout à coup, vous allez leur envoyer votre surplus de pétrole, mais aussi ce que vous comptiez vendre aux Américains, tout simplement parce qu'ils paient plus cher.

#Pascal

En plus, tous les pétroles ne se valent pas, n'est-ce pas ? Et même les produits raffinés ne sont pas tous les mêmes. Ce que j'ai appris au cours des six derniers mois, c'est que, globalement, les États-Unis restent importateurs nets, parce qu'ils ne peuvent pas produire eux-mêmes tout ce dont ils ont besoin, notamment le gazole.

#Larry C. Johnson

Oui, les États-Unis produisent un excédent de ce qu'on appelle du pétrole brut doux, c'est-à-dire à faible teneur en soufre. Mais 70 % des raffineries américaines sont conçues pour traiter du brut lourd. Il ne suffit donc pas d'y faire passer du brut léger. C'est possible, mais c'est très peu efficace et ça coûte plus cher. Les États-Unis importent donc depuis longtemps du brut lourd pour produire du gazole et du carburant d'aviation. Et c'était ça, le problème. Avant, on en faisait venir environ 10 % du golfe Persique. Eh bien, ces 10 %, on ne les a plus.

#Pascal

Et, vous savez, pour faire court, tout ce que je veux dire, c'est que les États-Unis dépendent des prix du marché mondial, n'est-ce pas ? Donc, si les prix du marché mondial augmentent, tout le monde en pâtira, et l'essence à la pompe vous coûtera plus cher.

#Larry C. Johnson

Eh bien, encore une fois, les gens s'imaginent à tort que si on met fin à la guerre, les beaux jours vont revenir et les problèmes vont disparaître. Non, pas du tout. En fait, c'est même tout le contraire. Même si la guerre se termine demain, on se retrouve avec une pénurie mondiale durable. Vingt pour cent de l'approvisionnement mondial en pétrole brut ne sera pas rétabli avant au moins deux ans. Et vingt-cinq pour cent de l'approvisionnement mondial en gaz naturel liquéfié ne sera pas rétabli avant au moins deux ans non plus. Et ce qui aggrave encore le problème, ce sont les dégâts subis par les infrastructures de production pétrolière dans le golfe Persique. Il va donc falloir des pièces de rechange. Certaines devront être fabriquées sur mesure pour un site bien précis, vous voyez ? Mais en plus de ça, une part importante des très gros pétroliers qui transportent le pétrole a été détruite. Donc, même s'il y avait du pétrole, ils n'ont plus les récipients pour le mettre dedans et le transporter.

#Pascal

Donc, ce que ça veut dire, c'est qu'en plus des blocages politiques qu'on va connaître dans les prochains mois, voire pendant deux ans, on va se retrouver face à une crise énergétique impossible à résoudre.

#Larry C. Johnson

D'accord.

#Pascal

Insoluble. À votre avis, quel impact cela aura-t-il sur le système politique américain ? Je veux dire, plus le prix de l'essence à la pompe augmente, plus les gens vont être en colère.

#Larry C. Johnson

Oui. Et c'est là que, avec les démocrates aux commandes de la Chambre des représentants et du Sénat pour les deux prochaines années, et une situation financière qui se dégrade… Même si, en ce moment, ils disent : « Oh, les républicains n'ont aucune chance de revenir au pouvoir », si, vous savez, J. D. Vance prend les rênes et commence à mener une politique qui consiste à dire : « Il faut qu'on remédie à cette pénurie de pétrole », et qu'il se heurte à l'opposition des démocrates, d'ici deux mille vingt-huit, il pourra effectivement leur en faire porter la responsabilité. Parce que je pense qu'à ce moment-là, nous serons en récession. Et ce sera une récession mondiale. Ça ne touchera pas seulement les États-Unis. Ça touchera l'Europe. Ça touchera l'Afrique. Ça touchera l' Asie. Et on pourrait même basculer dans une dépression, tant la privation d'actifs est brutale. Et jusqu'ici, les gouvernements n'ont fait que mentir, vous savez, en pratiquant ce qu'on appelle le « gaslighting », en faisant passer un récit qui est tout simplement faux.

#Pascal

Ça ne laisse pas beaucoup de possibilités, et ça va frapper les Européens encore plus durement que les États-Unis. Enfin, j'ai l'impression que cette crise ne fait que s'accélérer pour l'Occident politique. Oui. Pensez-vous que l'Asie sera vraiment aussi durement touchée que les États-Unis ou les Européens ?

#Larry C. Johnson

Ah oui. En fait, l'Asie est déjà plus durement touchée que les États-Unis. Oui. Et on en a eu un petit aperçu avec ce paquebot, le V.A.V. C'était un navire de croisière américain, mais il a accosté au Cambodge et a obligé tous ses passagers à débarquer. Beaucoup avaient acheté ce qu'ils pensaient être des résidences permanentes à bord. Et on les a fait débarquer en leur disant qu'on ne pouvait plus payer la facture de carburant. Ils avaient prévu un budget de mille huit cents dollars par cabine et par mois pour le carburant, et la facture était désormais de huit mille dollars par cabine et par mois. Donc, presque quatre fois le budget prévu.

#Pascal

Oui. Oui. Non, c'est vraiment pas bon. Et, vous savez, ce genre de crise a généralement tendance à frapper encore plus durement les pays pauvres. Aux Philippines, par exemple, cette année, les pêcheurs ont dû arrêter de pêcher parce qu'ils n'avaient plus les moyens de payer le gazole pour leurs bateaux. Donc, vous diriez qu'il faut se préparer à vivre des choses encore pires maintenant, c' est bien ça ?

#Larry C. Johnson

Alors, les démocrates chantent peut-être « Happy Days Are Here Again » aujourd'hui. Mais je pense que la crise économique va s'aggraver dans les mois à venir. Et là, tout d'un coup, les démocrates auront intérêt à avoir des solutions. Et je ne pense pas qu'ils en auront. Un mot d'espoir pour conclure notre entretien ? Eh bien, au moins, on peut être sûrs d'une chose : on va bien manger en Géorgie.

#Pascal

On va très bien manger dans une dizaine de minutes. Larry Johnson, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Larry C. Johnson

Salut, Pascal. Merci, Brian.